

À L'APPEL DU CNES

Les universités en grève pour 3 jours

A l'appel du Conseil national des enseignants du supérieur (Cnes), les enseignants universitaires débrayeront pendant trois jours à compter d'aujourd'hui. Le Cnes renoue avec la contestation pour dénoncer l'attitude de la tutelle et exiger la satisfaction de plusieurs revendications socio-professionnelles.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après une période de relative stabilité, l'université est à nouveau secouée par des mouvements de protestation.

Le Cnes a, en effet, décidé, à l'issue d'un conseil national tenu samedi dernier, d'opter pour une grève qui durera trois journées, à compter d'aujourd'hui. Son conseil national, qui reste en session ouverte, se réunira à l'is-

sue de ce mouvement pour décider des suites à lui donner. Il n'est pas exclu que ses membres optent pour une grève illimitée.

A l'origine de cette décision, explique le Cnes dans un communiqué, l'attitude du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Il est reproché au département de Mebarki d'ignorer les

revendications du Cnes et de ne pas s'inscrire dans une démarche de dialogue avec le partenaire social qu'est le Cnes. Ce dernier fait part de sa grande déception et du rejet du projet de décret portant statut particulier de l'enseignant considéré par le syndicat comme un recul en matière d'acquis.

Le Cnes revendique la révision de ce statut, la revalorisation du salaire de l'enseignant, davantage de démocratie dans la gestion des structures universitaires, la prise en charge de la question des logements de fonction, une évaluation du système



Photo : Samir Sid

Mebarki ignore les revendications du Cnes.

LMD et l'amélioration des conditions d'exercice de la fonction d'enseignant universitaire, quali-

fiée par le Cnes de catastrophique.

N. I.

DIALOGUE INTER-LIBYEN À ALGER

Un accord politique attendu pour aujourd'hui

L'hôtel El-Aurassi, à Alger, abrite, depuis hier lundi, le deuxième round du dialogue inter-libyen, un mois après la toute première rencontre du genre à la résidence Djenane-El-Mithak. Ces négociations politiques, engagées à l'initiative de l'Algérie et qui se déroulent sous l'égide des Nations-Unies, devraient aboutir, à terme, à un accord politique global et la constitution d'un gouvernement d'union nationale pour un pays qui a complètement sombré dans le chaos après la chute de l'ancien régime de Maâmar Kadhafi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «L'ennemi de la Libye n'est autre que le terrorisme, l'instabilité et le chaos.» Cette phrase du ministre délégué aux Affaires maghrébines et africaines, Abdelkader Messahel, à l'ouverture de cette réunion, résume bien la problématique.

Dans ce pays dépourvu d'institutions, civiles comme militaires, même de société civile et où les groupes terroristes comme l'EI, Al-Qaïda, etc. se sont dangereusement incrustés, en plus des diverses factions armées rivales qui se disputent

le pouvoir, cette réunion est en soi un exploit.

A El-Aurassi, ils étaient, en effet, 22 chefs de partis ou de leaders importants, dont l'ancien chef du gouvernement de transition, Mahmoud Jibril. Ce dernier tenait d'ailleurs à prendre la parole, au nom de tous ses compatriotes, pour rendre un vibrant hommage à l'Algérie. Ce que dira également le représentant de l'ONU, Bernardino Leon : «Je remercie l'appui, la coordination et la coopération intense et précieuse de l'Algérie sans laquelle ce processus de paix n'aurait



Photo : NewPress

22 chefs de partis pour une résolution définitive de la crise.

pas pu arriver à ce point car nous pensons être proches d'une solution politique pour la Libye.»

Comme Abdelkader Messahel qui, au nom de l'Algérie, appellera «tous les Libyens à décréter un cessez-le-feu», pour donner toutes ses chances au processus politique en cours d'aboutir, le représentant de l'ONU plaidera pour un

«arrêt immédiat des opérations militaires pour permettre au dialogue de se poursuivre dans de bonnes conditions.

Concrètement, deux points dominent les tractations inter-libyennes à Alger : un accord politique écrit et la Constitution ou début d'esquisse d'un gouvernement d'union nationale. «C'est la première fois que des représentants des principaux

groupes politiques libyens vont discuter face à face d'un projet d'accord de paix final», fera-t-il remarquer avant de faire part de son optimisme quant à un aboutissement heureux de ce round d'Alger. «Nous sommes proches d'une solution politique, malgré les difficultés qui subsistent», précisera-t-il encore.

A Alger, il s'agit, toujours selon Bernardino Leon, de «discuter de l'élaboration d'un document qui, par l'enrichissement et l'acceptation de toutes les parties libyennes concernées, deviendra un accord politique de paix et de réconciliation».

Une plateforme politique qui constituera un véritable socle pour une résolution définitive de la complexe crise libyenne mais dont sont exclus, d'emblée, les groupes versant dans le terrorisme et l'extrémisme. Un point sur lequel Abdelkader Messahel et Bernardino Leon ont particulièrement insisté.

K. A.

OULD KHELIFA ET LE SOUTIEN DE L'ALGÉRIE À LA CAUSE SAHRAOUIE :

«Il n'y a aucune visée expansionniste»

«A travers son soutien au peuple sahraoui dans sa longue lutte pour son autodétermination, l'Algérie ne nourrit aucune arrière-pensée expansionniste».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a affirmé, hier lundi, le président de l'APN en recevant une délégation de gens des médias sahraouis.

Pour Mohamed-Larbi Ould Khelifa, ce soutien et cette solidarité avec les peuples opprimés comme le peuple sahraoui relèvent de «l'inné pour le peuple algérien». Et de poursuivre par dire que l'Algérie n'a aucune «arrière-pensée d'avoir une brèche sur l'océan Atlantique, sa superficie de plus de deux millions de kilomètres carrés lui est suffisante. C'est faux et c'est une tromperie».

Un cinglant démenti à la propagande du palais royal chérifien pour «pervertir» le soutien indéfectible de l'Algérie au peuple sahraoui dans son droit à l'autodétermination. «La

Sahara occidental n'est pas la propriété d'un roi ou d'un prince.

C'est un combat et une lutte propres pour l'autodétermination», a ajouté Ould Khelifa qui a tranquilisé ses hôtes quant à l'imminence de la victoire du peuple sahraoui et son autodétermination, seule solution «dans l'intérêt même du Makhzen», a-t-il commenté. «J'espère que nous prendrons bientôt un thé ensemble à El Ayoun en célébration de la victoire», a-t-il affirmé, relevant le soutien, de plus en plus franc et sincère, de pays et d'organisations aux quatre coins de la planète. Un soutien qui «portera prochainement ses fruits», a-t-il soutenu.

Pour leur part, les invités du président de l'APN, tout en se félicitant du soutien de l'Algérie à leur cause, ont exprimé leur détermination à faire triompher l'idéal de liberté pour lequel leurs aïeux ont combattu, leur vie durant. Ils n'excluent pas, pour ce faire, comme l'a soutenu l'un d'eux,



Ould Khelifa, président de l'APN.

l'option armée, même s'il a affirmé ne pas délaisser l'action diplomatique et le travail politique qui, jusqu'ici, même s'ils ont permis d'engranger des succès, ils n'ont pas été jusqu'à atteindre l'objectif final : l'autodétermination.

M. K.

BOUMERDÈS

Décès du jeune qui s'est immolé par le feu devant le siège de la police

Hamza M., 30 ans, le chauffeur de taxi de la ville de Boumerdès qui s'est immolé par le feu le 5 avril dernier devant le siège de la Sûreté de wilaya de Boumerdès est décédé.

Lors de cet acte désespéré, les policiers en faction devant leur direction sont intervenus pour éteindre le brasier macabre mais le feu avait gravement atteint la victime. Il a été une première fois évacué vers l'UMC de Boumerdès qui est à quelques dizaines de mètres du lieu du drame.

Par la suite, il a été évacué vers Alger à l'hôpital des grands brûlés. Le choix de l'endroit par Hamza, originaire de la commune de Tidjelabine, n'était pas fortuit. En effet, des membres de sa famille ont déclaré que leur fils a été l'objet de harcèlement et de hogra de la part de policiers qui lui auraient, injustement, retiré son permis de conduire qui constitue son gagne-pain. Les services de police ont rapidement rejeté ces accusations.

Abachi L.